

à l'autre se chiffrant à 200 millions, il est essentiel pour les deux pays de bien faire leur travail. Les gouvernements canadien et américain sont déterminés à ouvrir davantage la frontière au cours des 10 à 15 prochaines années.

Les réunions du PCEU, qui ont eu lieu les 11 et 12 avril 2000 à Niagara-on-the-Lake (Ontario) et à Buffalo (État de New York) et les 22 et 23 juin 2000 à Vancouver (Colombie-Britannique) et à Blaine (État de Washington), ont permis d'échanger des points de vue et de tirer parti des compétences des parties intéressées par la frontière. Ces collectivités frontalières étaient impatientes de régler les problèmes qu'elles rencontrent et, à cet égard, bon nombre d'entre elles sont en avance sur les gouvernements fédéraux pour ce qui est de trouver des solutions locales novatrices.

Les membres du PCEU qui participaient à ces réunions souhaitaient que le Canada et les États-Unis gèrent la frontière de façon cohérente et transparente, en évitant les chevauchements. La frontière, ligne géographique et symbolique, était importante à leurs yeux en ceci qu'elle définissait nos espaces respectifs, mais ils souhaitaient qu'elle soit fluide. Or, cet objectif pourrait être réalisé en partie en harmonisant les normes, les processus et les politiques. Bon nombre de participants ont laissé entendre que plus de moyens appliqués de façon stratégique étaient nécessaires à la frontière. D'autres doutaient que l'on puisse jamais augmenter les ressources au même rythme que les flux, et d'autres encore demandaient que l'on repense la gestion traditionnelle de la frontière.

La gestion des risques était considérée comme un moyen efficace de traiter le cas des voyageurs et des marchandises à faible risque, tout en consacrant davantage les ressources